

Communiqué de SUD éducation en soutien aux grévistes
vendredi 13 juin 2014

Après F. Hollande, c'est au tour de M. Valls de jouer une fois de plus sur les peurs pour éviter de satisfaire les exigences sociales. Le Président de la République et le Premier ministre demandent aux cheminot-e-s de reprendre le travail... pour sauver le BAC, qui serait mis en péril par la grève reconductible commencée le 10 juin.

Cette instrumentalisation de la tension provoquée chez les élèves et leurs familles par cet examen à haute teneur symbolique est scandaleuse. Si nous utilisons la rhétorique de nos adversaires, nous pourrions facilement parler de « prise en otage » des élèves...

C'est d'autant plus scandaleux que c'est totalement infondé.

D'abord parce que le ministre de l'Éducation nationale lui-même a annoncé que les dispositions seraient prises pour que les élèves ne pâtissent pas de la mobilisation du rail. Les candidat-e-s arrivant en retard seront admis-es et auront du temps pour composer après la fin prévue de l'épreuve. B. Hamon affirme plus généralement : « En toute hypothèse, le gouvernement anticipe la situation dans les 4 400 centres d'examen ». On voit mal à quoi joue le pouvoir en lançant des signes contradictoires qui ne peuvent que provoquer de l'anxiété.

Ensuite, parce que la responsabilité de la poursuite de la grève est dans les mains de l'État et de la direction de la SNCF :

- Cette grève reconductible n'est pas arrivée par surprise, elle a été précédée de nombreuses interpellations et actions, sans aucun effet sur les projets gouvernementaux. Elle fait ainsi suite à plu-sieurs grèves unitaires depuis juin 2013 et à la manifestation nationale de plus de 20 000 cheminot e- s le 22 mai 2014.

- Cette grève n'a pas commencé au moment du bac, elle dure depuis mardi 10 juin ; et si elle continue, c'est parce que le gouvernement et la direction de la SNCF refusent de répondre aux revendications des grévistes.

- Cette grève est légitime, elle est d'intérêt général, pour la défense du service public ferroviaire et des droits des salarié-e-s. Elle s'oppose au projet de loi du gouvernement visant à éclater le système ferroviaire SNCF-RFF en 3 entités ce qui augmentera les dysfonctionnements. Elle lutte contre les réorganisations successives, les suppressions de postes, le découpage des activités de la SNCF, de plus en plus autonomisées et établissant entre elles des rapports marchands, à la multiplication des filiales et à la généralisation de la sous-traitance. Elle vise à stopper la casse du statut et de la règlementation.

Il n'est pas plus acceptable de prétendre stopper une mobilisation sociale légitime au nom d'un prétendu danger sur le baccalauréat qu'il n'est légitime de réprimer manu militari les mobilisations au Brésil sous prétexte de Coupe du Monde.

La fédération SUD éducation apporte son soutien le plus solidaire aux travailleurs/euses du rail en grève reconductible. Camarades, ne lâchez rien, tenez-bon !